



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS: Congo

TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL ANNUEL

DATE DE RAPPORT: NOVEMBRE 2019

Titre du projet: Consolidation de la Paix et démarrage du DDR dans le Pool

Numéro Projet / MPTF Gateway: COG10 00109522/00108859

Modalité de financement PBF:

- IRF
 PRF

Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):

- Fonds fiduciaire pays
 Fonds fiduciaire régional

Nom du fonds fiduciaire:

Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):

1. PNUD (Agence Coordonnatrice du projet)
2. UNFPA
3. UNHCR

Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):

Personnes à contacter concernant le projet :

Pour le SNU :

Maleye Diop, Représentant Résident du PNUD (Agence lead)

Adresse : Avenue Biayenda/Behagle

BP 465 PNUD Congo

Téléphone : +242 06 875 0001

E-mail : maleye.diop@undp.org

Pour le Gouvernement :

Euloge Landry KOLELAS

Ministre, Haut-Commissaire à la Réinsertion des Ex-Combattants

List all direct project recipient organizations (starting with Convening Agency), followed type of organization (UN, CSO etc):

1. PNUD (Agence Coordinatrice du projet)
2. UNFPA
3. UNHCR

Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :

Gouvernement:

1. Commission Ad Hoc Mixte-Paritaire (CAMP)
2. Haut-Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (HCREC)

<p>3. Ministère de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local</p> <p>4. Ministère de la défense nationale Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones</p> <p>5. Ministère de la communication et des médias</p> <p>6. Ministère de l'enseignement technique et professionnel et de la formation qualifiante et de l'emploi</p> <p>7. Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique</p> <p>8. Préfecture du département du Pool</p> <p>10. Mairies et le Conseil départemental du Pool</p> <p>11. Conseil Nationale du Dialogue</p> <p>12. Commission Nationale des Droits de l'homme</p> <p>Société Civile</p> <p>1. Leaders communautaires, traditionnels et religieux</p> <p>2. ONGs Nationales et Internationales</p> <p>3. Organisations communautaires de base y compris les groupes de femmes et de jeunes</p> <p>Système des Nations Unies:</p> <p>1. UNOCA (Bureau SRSG Libreville)</p> <p>2. CNUDDH (Yaoundé)</p>
<p>Date de début du projet¹: 15 mai 2018</p> <p>Durée du projet en mois :² 18 mois</p>
<p>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse</p> <p><input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)</p> <p><input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional</p>
<p>Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):</p> <p>PNUD : \$ 2 242 488,59</p> <p>UNFPA : \$ 334 591,14</p> <p>UNHCR : \$ 302 968,99</p> <p>: \$</p> <p>Total: \$ 2 880 048,72</p> <p><i>*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i></p> <p>Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: 02</p>
<p>Préparation du rapport:</p> <p>Rapport préparé par: Mohamed El Mehdi AG RHISSA CTP du Projet</p> <p>Rapport approuvé par: Maleye DIOP Représentant Résident du PNUD</p> <p>Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: OUI (le PDA et les autres Chefs d'agence récipiendaire)</p> <p>Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Le rapport décrit fidèlement les résultats atteints</p> <p>Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport: Oui. Un suivi-évaluation à mi-parcours par les parties prenantes et le point focal PBF du Congo à New York (PBso)</p>

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Les activités planifiées durant cette période sont réalisées. La poursuite des concertations locales et la gestion des conflits à travers les Comités de dialogue, les initiatives de réinsertion engagées (HIMO et AGR), les renforcements respectifs coordonnés des capacités du Conseil National de dialogue, ainsi que des acteurs du projet sur l'approche de 3X6 de la Réintégration et la GAR et les bons offices des parties prenantes (UNOCA, Commission Adhoc de suivi des accords, Coordination du SNU, Coordination du projet) ont contribué au renforcement de la décrispation de l'environnement socio-politique et sécuritaire, exprimée aujourd'hui à travers la totale libre circulation des personnes et des biens. Le renforcement continu des capacités de la force publique, la prise en charge des VBG par les psychologues et les sages-femmes au niveau local, ainsi que la poursuite du renforcement de l'état civil pour minimiser les risques d'apatridie, sont des actions appréciées des communautés comme étant un témoignage éloquent de contribution à la promotion des DH. Toutes ces actions qui participent de la poursuite du dialogue intracommunautaire (cohésion et cohabitation pacifique), ainsi que de l'amélioration des moyens d'existence des communautés (infrastructures, Activités Génératrices de revenu), restent de nos jours un socle acquis à la consolidation de la paix, catalyseur aux interventions des autres partenaires, un des gages de l'épanouissement visible des populations du Pool

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):
on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Dans le cadre de la pérennisation de la dynamique communautaire qui engage les ex-combattants en même temps que les communautés dans un partenariat, évitant des privilèges, avec le mérite d'éviter leur stigmatisation en mettant l'accent sur leur resocialisation, l'innovation de ce projet, qui offre des opportunités aux acteurs de la paix de disposer de cadres permanents pour échanger sur les questions essentielles de société, est exprimée par les aspects suivants:

- L'émergence à la fois d'un réseau de pacificateurs et d'un cadre permanent appropriés (animateurs permanents de comité local de dialogue) qui redorent la valeur des ex-combattants comme "ambassadeurs de la paix" auprès des communautés et encourageant la participation effective des dites communautés dans la dynamique globale de cohésion sociale au niveau local
- Le renforcement de l'utilisation des données satellitaires pour la compréhension et la réponse à l'impact socio-économique du conflit sur les femmes et les filles, permettant

de dégager une approche d'accompagnement aux victimes, adaptée aux réalités socio-culturelles

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Les plateformes de dialogue et de réconciliation organisées en 2019 dans les 15 entités territoriales et le chef-lieu du département, ainsi que les conflits gérés par les 15 comités de dialogue (16), ont renforcé la libre circulation des personnes et des biens. Le renforcement des activités mixtes de réinsertion et de réhabilitation d'infrastructures de base ont contribué au renforcement de la cohabitation pacifique. Les appuis catalytiques collectifs à certains ex-combattants dans la communauté, ont renforcé leur resocialisation et participé à la consolidation de la cohésion sociale. Le renforcement des capacités des médias sur l'information en postcrise et la Rés.1325, de la force publique et la société civile sur le respect des DH, la sensibilisation sur le genre, le recrutement des psychologues/des sages-femmes pour la prise en charge des violences faites aux femmes, le renforcement de l'état civil pour minimiser les risques d'apatridie et le monitoring de la protection, sont des actions perceptibles au niveau des acteurs et des communautés comme ayant beaucoup contribué à la consolidation de la paix et à la promotion des DH. L'interdiction aux militaires de se promener avec les armes, recommandées par les échanges communautaires a renforcé la confiance. La collaboration franche des autorités locales avec les autres acteurs et les interventions des autres partenaires rendues possibles par toutes ces actions catalytiques ont contribué à la relance des économies locales.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

"Les plateformes de dialogue ont balisé le terrain, le Pool devient accessible à tous" déclarait le Ministre Euloge Landry Kolelas. Monseigneur Portella, évêque de Kinkala disait "ce dialogue a exigé de la part des participants un esprit d'ouverture, de respect et d'écoute réciproques, de volonté de discerner et de retenir, de façon positive, il continue son bout de chemin vers la promotion du vivre ensemble". Le Préfet, déclare "nous remercions le HCR pour le matériel qui facilitera la redynamisation de l'Etat civil permettant aux administrés d'avoir des actes de naissance". Parlant de la prise en charge des VSBG, une commerçante disait "maintenant que c'est gratuit et confidentiel de se confier sur nos intimités, je ne tarderais plus de la conduite à tenir". "Puisque nous avons maintenant des cadres de concertations auxquels nous confier et que nos militaires marchent sans armes, nous nous sentons confiantes" dixit Chimèle leader des femmes. "Quel bonheur, la plus grande maternité du pays, de l'eau potable à l'hôpital et pour la population de Kindamba!" déclarait le chef du quartier central. "Avec ce moulin, nous paierons la scolarité de nos enfants" dixit la présidente de l'association des femmes autochtones de Kindamba. "avec la paix et les outils, nous allons nous nourrir dans la dignité" déclaraient Kodia et Benoît, excombattants. "La consolidation de la paix passe aussi aussi par le désir de sauvegarder tes réalisations économiques" dixit Gislain leader ex-combattant

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Toutes les missions des parties prenantes montrent que le projet qui est à sa 2ème année d'exécution, est à présent sur la bonne voie. Des défis liés à une méfiance sur le terrain d'abord en rapport avec l'absence de la clarification du Statut du Pasteur (son intégration

et celle de ses cadres), au retard du démarrage du DDR à cause de la contribution financière de l'Etat, ensuite à la timidité du relèvement, à la dégradation des infrastructures de base et une autorité de l'Etat, entamée. Ces préoccupations sont entrain d'être jugulées à travers la poursuite avec brio des dialogues (locaux et départemental) animés de tous (autorités, élus, société Civile, Sages, Religieux, femmes/jeunes, ex-combattants), l'annonce de l'imminence de la contribution financière de l'Etat au DDR, le renforcement des activités des agences, notamment les AGR, les activités HIMO pour les revenus rapides, les pompes à eau, le monitoring et la prise en charge des VBG, ainsi que le renforcement de l'Etat civil et l'amélioration des services de l'Etat. L'appui du projet au renforcement de la sensibilisation et de la mobilisation communautaires à travers les bons offices du SRSR/RC/missions diplomatiques, du terrain à travers les comités locaux de réconciliation mis en place, du Ministre Haut - commissaire, de la Commissions Adhoc Mixte- Paritaire(CAMP), des représentants du Pasteur et lui-même, des départements ministériels, de l'Eglise, des autorités locales, des sages, contribue à mitiger ces défis

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

L'évolution positive des activités, a été tributaire des 04 mois de retard, observés à cause de l'attente des prérequis, entre autres, la levée d'arrêt du Pasteur, principal quitus sécuritaire pour accéder à certaines zones et de l'annonce officielle de la contrepartie Nationale pour le DDR, de même que la faiblesse des capacités des prestataires de services, l'inaccessibilité de certaines localités. Les activités de concertations, réhabilitations des infrastructures et protection, qui devaient démarrer 02 mois après ledémarrage du projet, n'ont pu être effectives qu'en début 2019. Ceci a partiellement joué sur l'atteinte des résultats intermédiaires fixés, créé un chevauchement d'activités résiduelles avec celles de la 2ème tranche (Renforcement du dialogue et de la protection, AGRs, études, évaluation). D'où la demande d'extension sans coût du projet jusqu'au 21 mai 2019. Le projet est globalement à 82% d'exécution au 15 novembre (85% avec les engagements). Le Ministre HCREC et ses collègues impliqués directement, rassurent sur l'imminence du déblocage de la contribution du Gouvernement au DDR, avant la fin de l'année. Le démarrage des activités génératrices de revenu, identifiées pour 500 bénéficiaires dont 40% de femmes, la poursuite de la protection (VBG) et l'opérationnalisation des comités pour le renforcement de la cohabitation, appuyés par la volonté manifeste du Pasteur, aideront au rétablissement de la confiance et boosteront l'exécution du projet.

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- Rapport de suivi à mi-parcours des parties prenantes
- Rapport financier du Projet signé des chefs d'agence
- lancement des activités à haute intensité de main-d'oeuvre
- Coupure de presse sur les activités du projet
- Vidéo (film) sur les résultats du Projet
- Quelques images

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: Un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation de la paix

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track with significant peacebuilding results**

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Les réunions mensuelles du Comité Technique et les concertations périodiques avec les agences récipiendaires et entre les chefs desdites agences, contribuent aux analyses contextuelles de l'environnement d'évolution du projet, ainsi qu'au suivi et orientations des activités planifiées. Les bons offices du SNU(SRSG/UNCT) et par personnes interposées avec le Pasteur Ntumi ont beaucoup aidé à la décrispation de la situation sécuritaire. L'opérationnalisation des 15 comités de dialogue (13 districts et 2 communes), mis en place par les plateformes de réconciliation, avec la participation (1500 Personnes dont 40% de femmes 8% ex-combattantes et 60% hommes, 22% d'ex-combattants), des autorités préfectorales, du conseil départemental, des Forces de sécurité, des leaders communautaires, des ex-combattants, des sages, des confessions religieuses et des OSCs (femmes-jeunes), participent du renforcement de la cohésion sociale, à travers les débats et les réponses concrètes aux recommandations qui en sont découlées, et confirmées par la plateforme départementale synthèse, notamment: i) l'allègement progressif du dispositif militaire vers les casernes initiales et le redéploiement de la police et de la gendarmerie, les communautés estimant que la position de l'armée n'inspire pas confiance, les ex-combattants étant désarmés; ii) l'amélioration des moyens d'existence des communautés, à travers un appui consistant au Relèvement communautaire; iii) la clarification du Statut du Pasteur Ntumi (sa sortie/Intégration avec ses cadres, reste une unanimité pour le retour de la confiance); iv) le démarrage sans condition du DDR (les avis concourent sur la place de la réintégration dans la stabilisation), origine du leitmotiv "attentistes" actuel chez les ex-combattants ; v) l'organisation du dialogue national, "espoir" d'un horizon apaisé vers les élections 2021. Ces Comités, à la disposition des sous-préfets/ maires pour la poursuite du dialogue intracommunautaire, ont déjà géré 16 conflits. le Conseil National du Dialogue a été renforcé et poursuit ses concertations de rapprochement des acteurs, pour le dialogue national. 100 journalistes(20% femmes) ont été formés sur les reportages en postcrise, 40 leaders communautaires et d'ex-combattant (12% femmes), identifiés comme "ambassadeurs de la paix". Les échanges Communautés/Psychologues/Sages-femmes, mettent confiance les victimes. Des activités socio-culturelles et sportives pour la promotion de la cohésion sociale,

organisées. Les aspects catalytiques du projet ont drainé plus de 70 millions USD pour le relèvement (Japon, CERF, USAID, CRS, PAM, Chine, etc.). Le Ministre HCREC estime que "le terrain est balisé", le Prefet dit "personne ne pouvait entrer au Pool avant le Projet", l'Evêque affirme que la "paix fait son petit chemin". La plupart des ex-combattants et des leaders communautaires déclarent que "c'est la 1ère fois de voir des actes concrets de cohabitation pacifique"

Résultat 2: Le processus DDR est entamé selon les normes internationales ;

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track with significant peacebuilding results**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Tous les documents nécessaires à l'exécution d'un Programme DDR, suivant les normes internationales ont été mis à disposition par l'expertise du projet et signés du Ministre HCREC, notamment:

- La note de politique Générale DDR (Définition des concepts, critères d'éligibilité, modes opératoires des phases du DDR, communication, etc.)
- Les fiches support des différentes composantes du DDR (Désarmement, Identification, cartes, Profil socio-économique, suivi de l'ex-combattant, fiche de microprojet/compte d'exploitation prévisionnelle, parcours de l'ex-combattants)

Le plaidoyer engagé pour la disponibilisation des listes des ex-combattants en vue de finaliser la base des données, permettra au HCREC d'identifier sa vraie cible pour la poursuite du programme DDR.

- Une base de données pour 5665 fiches de profilage en cours de toilettage avec l'appui des listes venant du pasteur Ntumi
- La cartographie des bénéficiaires, finalisée

En réponse aux recommandations des dialogues, le projet a financé:

- Des activités à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) à travers la réhabilitation d'infrastructures (03 pistes rurales, 04 pompes à eau, 01 centre de santé et une maternité), en vue d'un gain de revenus rapides pour 600 bénéficiaires (40% ex-combattants et 60% communautés dont 30% femmes, 60% moins de 30 ans).
- Identification de 25 microprojets de réintégration communautaire (ex-combattants + communautés), à financer pour 500 bénéficiaires (50% Ex-combattants dont 50% femmes).
- 05 initiatives d'associations féminines (100 bénéficiaires) pour l'octroi des moulins financées. Celles-ci repondront à la synergie avec le PAM, engagée pour les cantines scolaires
- 08 groupements mixtes et individualités (306 personnes), ont été identifiés, sensibilisés et dotés en matériel agricole et de soudure (06 kits par groupement) et d'équipements de construction d'abris (tôles et planches)

Toutes ces initiatives permettent de renforcer la cohésion sociale et mitigent partiellement les défis liés aux revendications "attentistes" des ex-combattants, dans l'espoir du démarrage du DDR.

Après la demande du RIB du PNUD par le HCREC, il nous revient que la requête de la contribution du Gouvernement au DDR est introduite au trésor pour le décaissement du montant integral

Résultat 3: Le respect des droits humains est promu envers les acteurs étatiques et non-étatiques pour la réconciliation et la prévention des conflits

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track with significant peacebuilding results**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Après des missions d'évaluation des zones de retour du Pool :

- 18 groupements communautaires locaux ont été identifiés comme victimes de conflits bénéficiaires potentiels des microprojets PBF
 - Un répertoire des dommages subis par les établissements publics, l'habitat et les moyens de subsistance dans les 08 districts touchés par la crise, réalisé
 - 2000 registres d'actes de naissance et autres équipements de bureau (ordinateurs, armoires, matériel et fournitures) distribués aux services de l'état civil du Pool et 50 agents de l'état civil, sensibilisés et formés sur le système d'état civil ainsi que les risques d'apatridie dans le département
 - 8 consultants recrutés et déployés (4 psychologues et 4 sages-femmes) dans quatre districts en vue de la prise en charge des VBG
 - Renforcement des capacités des radios locales de Mindouli et Kinkala (formation de 5 journalistes et animateurs, et dotation en équipements)
 - Formation de 100 journalistes et professionnels des médias sur les droits de l'enfant et de la femme, ainsi que sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité, traitant de la participation de la femme à toutes les phases de la consolidation de la paix
- Appui à la production et la diffusion de 20 émissions radiophoniques produites par 20 jeunes (10 de Kinkala et 10 de Mindouli) sur la cohésion sociale, la lutte contre les violences notamment les VBG, la prévention du VIH, la planification familiale et l'importance de l'école. Activités réalisées à Kinkala et Mindouli, sur les radios communautaires de ces localités.
- L'Analyse en cours sur l'implication des femmes et filles dans le conflit ainsi que les effets du conflit sur elles.

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

1.3 Questions transversales

Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)

La participation du HCREC, de 07 ministères techniques, des directions de la police, de la Gendarmerie, la Société civile, ainsi que les services techniques déconcentrés de l'Etat, le conseil départemental, la CAMP, le CND, le conseil des sages et les autorités locales, dans la mise en oeuvre des activités du projet (planification, Dialogue, réunions, orientations, formations, cérémonie, etc.) est une illustration éloquent de la dynamique d'implication et d'appropriation desdites institutions. Ainsi, les activités de dialogue, de DDR et de

	<p>protection sont planifiées avec le HCREC, l'action sociale, le préfet et le président du conseil départemental, le CND, les Ministères sectoriels, la force publique et la Société civile. Les identifications de terrain sont planifiées avec les 13 sous-préfets et les 02 maires des 15 entités retenues. Les comités locaux de dialogues sont mis à contribution pour identifier les initiatives sur terrain. Certaines activités sont co-financées avec le HCREC et le Ministère de l'intérieur à travers la CAMP. La partie nationale s'implique davantage dans le plaidoyer enclenché par le projet dans le cadre de la mobilisation des ressources pour le renforcement de la cohésion sociale(déclenchement du projet japon pour l'amélioration des moyens de subsistance dans 3 districts du Pool par le HCREC en tandem avec la BM, plaidoyer de la CAMP pour le financement du DDR; financement USAID pour le relèvement)</p>
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Conformément au plan de M&E élaboré dès le démarrage du projet, l'équipe projet en étroite collaboration avec les agents du HCREC, de la CAMP, des services techniques départementaux, des points focaux des 7 ministères membres du comité de coordination, organisent régulièrement des missions de suivi des activités initiées en réalisant des entretiens avec les bénéficiaires, les autorités locales et les acteurs locaux. chaque mission de suivi, est sanctionnée par un rapport de mission, faisant ressortir l'état d'avancement des activités de terrain, les contraintes et les mesures correctives à prendre. Des réunions périodiques de taskforce débattent de l'état d'avancement du projet et des orientations éventuelles à présenter au comité du Coordination. En plus du suivi périodique des activités, une visite a mi-parcours a été réalisée avec le point focal du Congo au PBSO</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une évaluation de l'état d'avancement du projet et du résultats de la plupart des activités phares, notamment celles liées au dialogue et aux activités de réhabilitation, se fait périodiquement durant la réunion de coordination (Comité Technique). Une évaluation à mi-parcours a été réalisée avec la participation de toutes les parties prenantes et le point focal du projet au PBSO(NY). Le draft des TDRs de l'évaluation externe est développé pour être lancé en janvier 2020</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de</p>	<p>Le plaidoyer pour la consolidation de la paix au Pool a contribué à l'amélioration de l'environnement sécuritaire et les missions de prospection,</p>

<p>quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>d'évaluation et de sensibilisation du projet, ont permis aux missions humanitaires d'évaluation de proposer des initiatives de réponses financées, notamment par le CERF à travers le SNU/ONGs et le budget ordinaire du Japon à travers le HCREC, et ouvert des nouvelles fenêtres pour de propositions au budget supplémentaire japonais, ainsi que pour le le Fonds Sécurité Humaine, la banque mondiale, le financement de l'USAID pour le relèvement et l'engagement du Gouvernement pour le DDR pour 25% du montant prévu, ainsi que la poursuite des affectations des Partenaires techniques au Plan d'Action humanitaire du Pool (environ 40 000 000 USD), cf. message du RC attaché à la requête du décaissement de la 2ème tranche</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le rétablissement de la confiance à travers le dialogue intracommunautaire, la mise en place des comités locaux de dialogue, le démarrage des activités de réinsertion communautaire auxquels participent les ex-combattants, ainsi que la promotion des DH, ont été des résultats probants qui ont contribué à l'amélioration de l'environnement sécuritaire pour avoir renforcé la fluidité de l'accès aux zones les plus reculées du Pool. Ils ont ainsi "embarqué" de façon exponentielle plusieurs partenaires pour le Pool, notamment le PAM, ACTED, CRS, USAID, FAO, UNFPA. La plus part des ONGs et des partenaires deviennent très receptifs aux messages d'appuis aux initiatives liées à la relance des économies locales, à la réhabilitation des infrastructures. Cette situation renforce également la confiance entre certains intervenants et leurs partenaires potentiels et a déclenché un certain engouement pour le Pool. Des représentants de missions diplomatiques et des partenaires financiers ont fait le chemin pour s'enquérir de visu de l'atmosphère sécuritaire du Pool, notamment, l'ambassadeur du Japon, la Représentante Résidente de la banque mondiale, l'Ambassade des USA, etc. Les entreprises minières commencent à traverser le Pool pour des explorations, et une d'elles a réhabilité la route départementale Mpieme-Kindamba de 110Km désenclavant trois districts.</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les structures nationales (HCREC, et les 7 départements impliqués), ainsi que la Commission chargée du suivi des accords et les services techniques déconcentrés, participent pleinement à toutes les étapes du Projet. Elles sont en avant dans la planification et la mise en œuvre des différentes activités du projet. Cette action se prolonge à travers</p>

	<p>le renforcement des capacités techniques de leurs Experts à pouvoir, concevoir et appliquer, ainsi que leur préparation à prendre en charge certaines activités, mettant l'accent sur le privilège à donner à la participation des acteurs locaux dans les zones cibles du projet. Le projet initie plusieurs synergies avec les programmes en cours (PDAC Banque Mondiale, PAM, FAO, USAID, ONGs, UNICEF, OMS) pour la poursuite des actions avec les services techniques déconcentrés de l'Etat. Une dynamique de consolidation des acquis est mise en perspective en lien avec les actions similaires, avec les différents secteurs, notamment dans les actions prévues par le DDR et le relèvement. Pour éviter que les actions engagées ne s'émoussent et jeter les bases solides du DDR, en attendant d'autres initiatives, le projet continuera le plaidoyer pour une nouvelle fenêtre IRF, matchant avec la contrepartie nationale du DDR dans le cadre de la réhabilitation communautaire. Ceci consolidera les acquis en prévision d'une réponse au syndrome électoral, qui est totalement perceptible sur le terrain, à travers la crainte des élections prochaines de 2021.</p>
<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>les dialogues intracommunautaires et la participation des excombattants en particulier les porte-paroles du reverend pasteur Ntumi, ont été des étapes décisives dans le maintien de la cohabitation pacifique. L'anticipation du projet dans la sensibilisation de la hiérarchie militaire à éviter que les soldats se promènent avec les armes, a partiellement milité pour le changement de comportement des ex-combattants et décripé l'atmosphère. Le renforcement des activités génératrices de revenu et des activités communautaires (HIMO, Moulin, pompe eau) répondant partiellement à certaines recommandations des dialogues locaux, ainsi que les actions "inédites" de protection (prise en charge des VBG, état civil, etc.), sont des témoignages renforçant la confiance et la cohabitation pacifique. Cependant, le projet ne disposant que de peu de moyens pour poursuivre les activités occupant les ex-combattants déjà désarmés (environ 5665) qui se veulent "attentistes", la mobilisation des ressources pour le DDR devient une nécessité, au risque de voir s'émousser tous les efforts déjà consentis. La clarification du statut du reverend Pasteur, ainsi que la mise à contribution des ses "Lieutenants" restent un atout à la consolidation des acquis</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour</p>	<p>Chacun de ces comités dont les capacités ont été renforcées (Équipement et formation) est composé</p>

<p>adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>d'un représentant des communautés, des ex-combattants, de la société civile et une femme, à l'exception de celui du district de Ngabé qui compte 3 femmes sur les 4 membres, (60 membres dont 29% de femmes).</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5665 ex-combattants profilés (12% de Femmes). - 500 membres de groupements bénéficiaires des AGRs (40% de Femmes) - 1500 participants aux plateformes (40% de Femmes, 8% ex-combattantes, 60% hommes dont 22% ex-combattants) - 4000 personnes sensibilisées(55% de Femmes) - 80 acteurs du DDR formés (30% Femmes) sur l'approche 3x6 à travers 06 Modules sur les 06 étapes des 03 phases de la réintégration. - 100 participants à la formation sur la GAR (32% de femmes). - 20 ONG partenaires, identifiées(05 de Féminines) pour 5 secteurs (agriculture, élevage, services, commerce, transport) - Participation aux HIMO (40% ex-combattants et 60% communautés dont 30% femmes, 60% de participants ont moins de 30 ans) - Bénéficiaires des Moulins (90% femmes dont 20% ex-combattantes) - Le processus d'installation des pompes à eau (06) pour une population de 03 chefs lieux de district (10 000 habts don't 52% femmes), allège leurs tâches - Le dispositif de prise en charge des VBG/VSBG, règle les aspects psychosociaux nés du conflit et de renforce l'assistance médicale gyneco-obstetricale <p>Le projet a dépassé de 15% l'allocation prévue pour le genre, à cause de la vulnérabilité des victimes</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Au risque de faire du saupoudrage, les ressources étant limitées, le projet a fait des interventions ciblées, avec des résultats probants, respectant ainsi le caractère catalytique de l'allocation. La consolidation de ces acquis, commande, l'ouverture d'une nouvelle fenêtre IRF, qui permettra de contribuer, non seulement au maintien de l'environnement sécuritaire, encore fragile, mais aussi de poursuivre le plaidoyer pour la mobilisation des ressources pour le Programme DDR et pour l'éligibilité du Congo au PBF, débouchant ainsi sur une initiative consistante d'un PRF, qui pourrait faire un matching avec la contribution nationale pour la composante réhabilitation communautaire dudit programme. Cette initiative aura l'avantage, non seulement de contribuer à maintenir la symbolique stabilité</p>

	régionale du pays, mais aussi lui permettre de relever d'autres défis socio-économiques et politiques.
--	--

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet

conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
<p>Résultat 1 Un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation de la paix</p>	0	3 plateformes et 13 comités	15 plateformes locales, 1 plateforme départementale et 15 comités de dialogues inclusifs fonctionnels et une équipe autour du Préfet en tandem avec la Comité technique du Projet pour le suivi et les orientations des actions	N/A	Les partis prenantes ont convenu de réaliser les plateformes dans toutes les quinze localités du Pool ayant vécu et subi la guerre, pas seulement les 8 localités initiales ayant vécu le conflit. Des ajustements ont été proposés en démarrage du projet, approuvés du PBSO pour atteindre ces résultats
<p>Indicateur 1.1 Plateformes et comités de dialogue inclusifs et fonctionnels</p>	ND	TBD	cadre de gestion de conflits à travers 15 comités de dialogue. 83 personnes (60 des	N/A	Malgré les 16 plateformes, les participants ont rejeté la mise en place du 16ème
<p>Indicateur 1.2 Des mécanismes de résolutions non violentes des conflits sont</p>					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	validés			comités et 23 des autorités locales et de la société civil, 30% de femmes formés en mécanisme de résolution non violente de conflits, 120 des communautés et 300 jeunes sensibilisés à la Culture de la paix		Comité au niveau départemental (enteriné par le Comité Technique du projet), au prétexte, très fondé, d'un risque d'inhiber les initiatives de dialogue des comités locaux, qui tenteraient toujours de s'en referer
Produit 1.1	Indicateur 1.3					
Les plateformes de dialogue et/ou comités menant à la participation politique, à la paix et au développement sont	Indicateur 1.1.1 Nombre de comités formés et actifs représentatifs des divers groupes	ND	10	15 comités formés et actifs (4 membres par comité constitués de jeunes, des ex-combattants, des femmes(29%), personnes vivant avec handicap, et société civile)	N/A	N/A
	Indicateur 1.1.2	ND	40% de	40% femmes ont	N/A	N/A

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
<p>établies et fonctionnelles</p>	<p>Composition des plateformes/comités, désagrégée par genre et âge</p>		<p>membres femmes ; y compris 3 dans le leadership des plateformes ; 30% des membres ayant en dessous de 30 ans</p>	<p>participé aux plateformes, y compris 16 dans le leadership, 29% de femmes sont membres des comités et 40% participants ont moins de 30 ans</p>	<p>N/A</p>	<p>La plateforme nationale sera la mission du Conseil National du Dialogue (CND). La CAMP est un des maillons de de cette gestion. Néanmoins le projet a renforcé les capacités du CND (bureautique, lancement des activités et organisation de 4 rencontres d'acteurs différents</p>
<p>Produit 1.2 Les</p>	<p>Indicateur 1.1.3 Nombre de décisions des plateformes et comités ayant une incidence visible sur le dialogue au niveau national et départemental</p>	<p>0</p>	<p>3</p>	<p>1 CND renforcé 15 Comités ont résolu des conflits (communautaires, ex-combattants, Force publique). Comités Kindamba/Mindou li(16 gérés).</p>	<p>A renforcer sur la 2ème tranche</p>	<p>Un léger déficit de communication avec</p>
	<p>Indicateur 1.2.1 Nombre et</p>	<p>0</p>	<p>50</p>	<p>Plan de communication. 02</p>		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
campagnes de vulgarisation des dispositions de l'Accord de cessez-le-feu et du processus de paix, y compris sur le DDR, sont réalisées	diversité de d'activités de communication entreprises sur le DDR			formations des médias sur la déontologie en crise et sur la Res. 1325. 60 réunions avec la CAMP, 10 émissions TV/Radio (Nat. et Internat.), 100 dépliant sur le DDR, 12 médias écrits, 1 film, 10 supports, une dizaine d'activités culturelles/sportives pour la cohésion		les partenaires à corriger pendant la poursuite du projet
	Indicateur 1.2.2 Nombre de groupes cibles de communiquer sur le processus de paix	TBD	3/5 selon diversité	25 leaders ex-combattants "Ambassadeurs de la paix" dont 04 femmes(01 représentant le Pasteur Ntumi), 17 membres de la CAMP, 01 CND, 07 commissaires du HCREC, 60	N/A	N/A

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
				membres comités de dialogue, 20 leaders communautaires et confessionnels, 18 sous-prefet/maires, 60 professionnels de médias et 300 jeunes		
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
Résultat 2 Le processus DDR est entamé selon les normes international es	Indicateur 2.1 Niveau d'alignement du processus national de DDR aux normes internationales intégrant une stratégie de mobilisation de ressources	0%	100%	100 %: finalisation des documents/outils et Prodoc DDR, signés du Ministre et une table ronde des PTFs organisée, ayant exigé l'apport de l'Etat, pour leur contribution. Le	En attente du déboursement de l'engagement du Gouvernement annoncé comme imminent par les Ministres Haut-commissaire(HCREC) et des finances (02 Milliards de frs CFA)	Poursuite du Plaidoyer avec le Gouvernement et à travers les bons offices du SRSR/UNOCA, le PNUD et les PTFs

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	additionnelles			plaidoyer se poursuit pour cette contribution et les ressources additionnelles à travers le SNU et des missions diplomatiques		
	Indicateur 2.2 Pourcentage du financement de la contrepartie nationale et des autres partenaires dans le DDR	0%	3%	Le gouvernement s'est engagé pour 25% et sur proposition des PTFS/missions diplomatiques, imminence d'une mission internationale de plaidoyer du Ministre HCREC, en compagnie de la Commission Adhoc Mixte Paritaire de suivi de l'accord, du PNUD et d'un représentant du Pasteur	La mission de mobilisation des ressources attend le décaissement de la contrepartie Nationale	Renforcement des onces offices du SRSG, du RC et des Ambassadeurs et plaidoyer du HCREC et des élus

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 2.3 Degré de satisfaction des bénéficiaires du DDR	N/A	MOYEN	La volonté de toutes les parties, y compris le Patseur Nthumi, a débouché sur le désarmement et le profilage de 5665 ex-combattants, ainsi que l'accueil des ex-combattants par les communautés. Plusieurs d'entre eux ont déjà démarré leurs activités personnelles	N/A	des activités communautaires timides de réinsertion et de sensibilisation occupent déjà les ex-combattants et leur communauté d'accueil en attendant le démarrage du R
Produit 2.1 Le cadre programmati que du DDR est mis en place et opérationnel	Indicateur 2.1.1 Le cadre national de DDR est formulé, validé et adopté par le gouvernement	0	1	1 Prodoc DDR, formulé, approuvé et signé le 31 Août 2018 01 draft de TDRs du Comité de Pilotage transmis au HCREC 01 équipe DDR mise en place au	N/A	Réalisés

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 2.1.2 Les procédures de mise-en-œuvre de chaque composante du DDR sont adoptées	0	08	HCREC 12 documents (Politique Générale, Guide réintégration, fiches de désarmement, de profilage, etc.), règlementant la mise en oeuvre, finalisés et transmis au HCREC et 8.000 armes collectées		Réalisés
	Indicateur 2.1.3 Les différents intervenants (structures d'accompagnement, t/encadrement, organisations communautaires de base, structures étatiques sectoriels) sont	0	50	500 (Les membres du HCREC, de la CAMP, églises, OSCs, Corps préfectoral et municipal, comités, CND)	N/A	Compte tenu du besoin ardent de communication, les formations seront renforcées

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 2.2 Les bénéficiaires et participants du programme conjoint sont identifiés et le système de base de données intégrant leurs profils socioéconomiques et leurs priorités de réintégration est mis en place et opérationnel	Indicateur 2.2.1 Nombre d'évaluations et études réalisées nécessaires à l'exécution de la réintégration	0	6	5 (dont le profilage des Ex-combattant, l'étude sur les opportunités de Réintégration, Aspect psychosociaux et de santé, activité de réconciliation et justice transitionnelle par la caravane de paix et de restauration des forces vitales humaines, Impact du conflit sur les filles/femmes)	N/A	Etude sur les causes profondes du Conflit recurrent en 2020
	Indicateur 2.2.2 La base de données(BD) du programme conjoint est opérationnelle	0	1	2 BD (liste des ex-combattants, VBG, Bénéficiaires AGR)	N/A	En attente du DDR pour l'exploitation(celle des Ex-combattants)
	Indicateur 2. 2. 3			5665 ex-		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Nombre de bénéficiaires du programme conjoint enregistrés	0	7 000	combattants enregistrés (12% de Femmes(F)). 500 membres de groupements(40% de F). 60 des comités(29% de F) 1500 participants aux plateformes (40% de F) 4000 personnes sensibilisées(55% de F)	N/A	l'identification se poursuivra durant toute la durée du projet
Produit 2.3 Les services d'appui à la réintégration sont renforcés en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et filles ex-	Indicateur 2.3.1 Nombre de services d'appui à la réintégration renforcés (désagrégé par secteur, sexe et âge)	0	4 par secteur	Formation de 80 acteurs (30% F) sur l'approche 3x6 à travers 06 Modules sur les 06 étapes des 03 phases de la réintégration. Formation aussi la GAR de 100 participants(32% de femmes). 20 ONG partenaires,	les Activités de réintégration attendent le DDR	les formations liées aux activités(AGRs et/ou services), se poursuivront durant le DDR

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
combattantes et associées aux groupes armés	Indicateur 2.3.2 % des bénéficiaires du projet qui ont accès aux différents services d'appuis renforcés/taux d'utilisation des services d'appui renforcés dans la zone d'intervention (désagrégé par type de services, âge et sexe)	0	X% A définir par secteur	identifiées(05 de F) pour 5 secteurs (agriculture, élevage, services, commerce, transport) HIMO (40% ex-combattants et 60% communautés dont 30% femmes, 60% moins de 30 ans) Moulines (90% femmes dont 20% ex-combattantes) AGR(50% Ex-combattants dont 50% femmes) Plateformes (40% femmes dont 8% ex-combattantes et 60% hommes dont 22% d'ex-combattants)	N/A	Après la démobilisation finale La cartographie des Ex-combattants réalisée pour sensibiliser les partenaires en vue d'une attention particulière à leur égard. Plusieurs autres activités se font en synergie avec d'autres programmes, BM, Japon, CERF, et sur fonds propres de chaque agence du SNU
	Indicateur 2.4.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 2.4	Indicateur 2.4.2					
Résultat 3 Le cadre de protection dans le contexte de DDR des ex-combattants est renforcé	Indicateur 3.1	ND	200	240 relais communautaires pour la prévention, l'identification et le renforcement des VGB aux organes spécialisés. Les activités de protection, notamment celle de la prise en charge psychosociale, des VBG, VSBG, des personnes en situation de handicap, vivant avec le VIH, prévues dans le document DDR	N/A	Réalisé
	Indicateur 3.2	0				
	Indicateur 3.3					

Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
<p>Produit 3.1</p> <p>L'élaboration du cadre de protection juridique pour le DDR est appuyée par des processus participatifs et inclusifs tout en prenant en compte les droits humains</p>	0	1	<p>Indicateur 3.1.1</p> <p>Le cadre juridique est formulé par le gouvernement pour permettre la participation au DDR</p>	<p>N/A</p> <p>3. la levée du mandat d'arrêt du Reverend, la lettre de politique Générale DDR et le lancement du désarmement sont le quitus d'amnistie rassurant pour ladite participation (hormis les crimes imprescriptibles)</p>	Réalisé
<p>Produit 3.2</p> <p>La force publique est formée aux droits humains et participent à</p>	0	03 secteurs	<p>Indicateur 3.1.2</p> <p>Cartographie des services publics, des habitations et terres arables détruits par le conflit</p>	<p>Préalable de mise en place des mécanismes de collectes de données, d'enquêtes et d'analyse des informations recueillies sur le terrain, les comités de dialogue intracommunautaires seront mis à profit pour l'atteinte de cet indicateur</p>	N/A
<p>Produit 3.2</p> <p>La force publique est formée aux droits humains et participent à</p>	0	500	<p>Indicateur 3.2.1</p> <p>Nombre de membres de la Force Publique formés sur les droits humains qui participent dans les</p>	<p>indicateur atteint</p>	attentes dépassées

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
la réconciliation	activités de réconciliation (désagréé par sexe, âge et catégorie de personnel)					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3 Un réseau d'identification, de documentation et de prévention des violences et violations au niveau communautaire est mis en place et opérationnel, y compris sur les questions de violences basées sur le genre	Indicateur 3.3.1 Nombre et diversité d'organisations membres du réseau d'observation des violences	0	100	En cours. 90 fournisseurs de service d'appui à la réintégration dont les capacités ont été renforcées	Poursuite du processus d'identification et de formation de ces organisations	N/A
	Indicateur 3.3.2 Les violations des droits humains pendant le conflit sont documentées	0	01	En cours. Le repertoire des dommages a été élaboré (listes) 07 missions ont permis de mettre en place une ébauche de mécanisme de monitoring des DH	Poursuite du processus de collecte et d'analyse des données	N/A

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *delayed*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : Les deux tranches sont payées

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: 82,19% (budget total au 15 Novembre), mais 85% avec les engagements

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Un léger retard à cause de l'inaccessibilité du Pool au démarrage du Projet pendant 04 mois, suite au retard dans la levée du mandat d'arrêt du Pasteur, ainsi qu'au démarrage tardif des dialogues attendant le feu vert du Ministère de l'interieur et la participation des Ninjas

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: 500 000 \$ et 577 000 \$ (115%) alloués

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour, même si les montants sont indicatifs seulement.**